

Le confinement, une bombe à retardement pour le pouvoir ?

Comme le disait fort justement Éric Zemmour : « on met la population sous cloche parce qu'on n'a pas assez de lits d'hôpitaux ». Bientôt deux semaines de propagande pour nous faire croire que le confinement est la seule réponse à l'épidémie du Coronavirus. On s'appuie tantôt sur les résolutions de l'OMS, tantôt sur des « comités scientifiques » pour faire avaler la pilule : tous les moyens sont bons faire porter la responsabilité des décisions sur les autres.

Contrairement à ce que certains affirment, les Français sont plutôt disciplinés, font la queue à l'extérieur des magasins, portent des masques (souvent de fortune) et respectent les distances de sécurité. Certes, il y a des récalcitrants, que l'on accuse un peu vite de mauvaise volonté. C'est majoritairement le fait d'une population marginale qu'on a laissée s'installer au nom du « no borders », qui occupe l'espace public et qui vit d'expédients. On pleurniche sur les quartiers de Barbès, Château-Rouge, La Chapelle parce que les petits trafics perdurent, alors que ces mêmes autorités ont délibérément fermé les yeux sur ceux-ci pendant des décennies. Comment faire comprendre à ces vendeurs à la sauvette qu'ils doivent « rester chez eux », sachant que le « chez eux », c'est souvent chez des potes qui acceptent d'héberger des sans-papiers, la nuit tombée, pour qu'ils ne soient pas dehors. La rue est leur « lieu de vie » et les verbalisations à tour de bras ne peuvent avoir aucun impact sur cette population insolvable. Pourquoi d'ailleurs s'embêteraient-ils à imprimer des « attestations de déplacement obligatoire » ? L'immigration incontrôlée révèle ses failles !



Alors, refusant d'être taxé d'impuissance, ce gouvernement n'a de cesse que de « durcir » son confinement, c'est-à-dire s'en prendre aux Gaulois qui prolongeraient un peu trop longtemps leur footing quotidien. On en profite pour traiter des problèmes qui n'ont rien à voir avec l'épidémie, comme la délinquance dans les zones de non-droit où les couvre-feux se multiplient. Il n'est pourtant pas loin le temps où le pouvoir central mettait des bâtons dans les roues au maire de Béziers qui tentait d'imposer un couvre-feu pour les moins de treize ans, dans sa ville.

<http://www.fdesouche.com/1351767-nice-perpignan-beziers-montpellier-valence-de-plus-en-plus-de-villes-imposent-un-couvre-feu-coronavirus>

Il n'en demeure pas moins que ces initiatives sont encore parfois réprochées par les pouvoirs publics comme à Aubervilliers (93) où la maire Meriem Derkaoui est priée par le préfet de retirer son arrêté de couvre-feu. Serait-ce pour ménager les activités des dealers ?

<http://www.fdesouche.com/1353683-laurent-nunez-sur-les-banlieues-pas-une-priorite-de-faire-respecter-les-fermetures-de-commerce-et-de-faire-cesser-les-rassemblements-covid19>

On voit encore fleurir des arrêtés d'interdiction de vente d'alcool ou des remises en cause de la loi sur les 35 heures.

<https://www.midilibre.fr/2020/03/24/covid-19-la-vente-dalcool-interdite-dans-tout-le-departement-de-laisne,8816999.php>

Pendant ce temps, les malades ne sont ni dépistés, ni isolés, ni soignés, sauf en phase terminale, ainsi que le déplore

chaque jour le docteur Raoult.

https://www.huffingtonpost.fr/entry/didier-raoult-linfectiologue-qui-prone-la-chloroquine-contre-le-coronavirus_fr_5e7882b1c5b6f5b7c5476104

Il y a fort à parier que le confinement ne modifie en rien l'inéluctable propagation de l'épidémie et la population ne va pas tarder à s'en rendre compte. On dira encore que c'est de la faute au peuple qui a désobéi. Le pouvoir macronien nous a déjà habitués à ce genre de discours culpabilisants.

Le mécontentement ne sera pas le seul résultat des verbalisations à tout-va. À ce propos, le gouvernement n'a fait qu'appliquer à tous la politique répressive mise au point à l'encontre des Gilets jaunes. Mais la colère viendra aussi de ces commerçants, artisans, restaurateurs, auxquels on a demandé de fermer boutique du jour au lendemain, sans préavis, les obligeant à sacrifier des stocks entiers de nourriture. Sans parler de tous ceux qui auront perdu leur travail.

Et l'on risque bien de regretter rapidement le gâchis de nourriture : premiers signes : les rayons des magasins commencent à se vider, faute de réapprovisionnement.



On caresse désormais les agriculteurs dans le sens du poil pour qu'ils continuent à travailler sans relâche, après les avoir laissés crever par d'ignobles traités internationaux de libre-échange, le dernier en date étant le traité Ceta avec le Canada, ratifié par l'Assemblée nationale, noyauté par la macronie.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/07/23/l-assemblee-nationale-vote-la-ratification-du-ceta-controverse-traite-de-libre-echange-entre-l-ue-et-le-canada_5492576_823448.html

<https://www.lesalonbeige.fr/en-marche-vers-la-mort-du-monde-agricole/>

On enfume les citoyens avec des cloches, des bougies, des « coucou c'est moi » aux fenêtres des villes-monde, tandis que l'on distribue des bons points aux aides-soignants qui travaillent dans des conditions déplorables.



Mais que va-t-il se passer à la fin du confinement ? Il est à craindre (et à espérer) que les Gilets jaunes et autres mécontents sortent massivement dans la rue pour exiger des comptes. L'imprévision de nos élus, leur aveuglement, l'incohérence de leurs décisions finiront par paraître au grand jour.

<http://www.fdesouche.com/1353589-sondage-bfmtv-73-des-francais-ont-le-sentiment-que-la-france-est-pas-prete-a-affronter-le-coronavirus>

Voilà pourquoi le gouvernement aura toutes les difficultés à faire cesser le confinement. Et il y a fort à parier qu'il fera tout pour le prolonger au maximum et si possible

jusqu'aux vacances d'été, par crainte d'une explosion générale.

Hector Poupon